

# C O N V E N T I O N

## INSTITUANT DES REGLES DE COORDINATION ENTRE LE REGIME DE RETRAITE VIEILLESSE DE L'IPRAO ET CELUI DE LA C.R.T.C.I

L'INSTITUTION DE PREVOYANCE et de RETRAITE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE dénommée ci-après "I.P.R.A.O." représentée par le Président de son Conseil d'Administration, Monsieur David SOUMAH

d'une part,

et la CAISSE DE RETRAITE DES TRAVAILLEURS SALARIES de la COTE D'IVOIRE dénommée ci-après "C.R.T.C.I." représentée par son premier Vice-Président, Président par intérim de son Conseil d'Administration, Monsieur MULLENBACH

d'autre part

- Vu l'article 3 des statuts de l'I.P.R.A.O. et l'article 30 du règlement type de retraite ;
- Vu la loi n° 60-314 du 21 Septembre 1961 instituant la Caisse de Retraite des Travailleurs Saliariés de COTE d'IVOIRE et notamment son article 21 ;

Convienent des dispositions suivantes :

### TITRE I - PRINCIPES DE COORDINATION

#### ARTICLE 1ER.

Il est institué une coordination entre le régime de retraite de l'I.P.R.A.O. et le régime de retraite C.R.T.C.I. tels que les définissent à la date de prise d'effet de la présente convention leurs champs d'application territoriaux mutuels. Toute nouvelle définition desdits champs d'application serait de nature à provoquer une éventuelle dénonciation ou révision de ladite convention.

#### ARTICLE 2.

La coordination a pour but de permettre aux salariés ayant travaillé dans les entreprises relevant de la C.R.T.C.I. et dans les entreprises relevant de l'I.P.R.A.O. de cumuler leurs années de services en vue de l'ouverture du droit aux allocations de vieillesse.

.../...



Les allocations accordées en vertu de la présente convention sont attribuées et calculées par chacun des deux régimes, selon les règles qui leur sont propres.

ARTICLE 3.-

Le paiement des allocations énoncées par chacun des deux organismes est effectué par un seul d'entre eux, dénommé organisme payeur qui est celui dont dépend la résidence du travailleur intéressé.

Lorsque la résidence de l'allocataire ne dépend d'aucun des organismes en présence, l'organisme payeur sera celui des deux organismes sur le territoire duquel les droits seront acquis en dernier lieu.

ARTICLE 4.-

La coordination est applicable à tout salarié quelle que soit sa nationalité.

ARTICLE 5.-

Chaque régime reconnaît le droit à l'allocation de retraite en participant âgé de 55 ans (ou de 50 ans en cas d'anticipation) sur les cotisations qu'il a versées.

ARTICLE 6.-

Le droit à validation gratuite des services passés est reconnu par chacun des deux régimes au bénéficiaire de l'allocation de retraite qui justifie à l'âge de 55 ans (ou de 50 ans en cas d'anticipation), d'un total pour les deux régimes.

a)- De dix ans de services comptant pour l'ouverture du droit aux prestations.

b)- De douze mois de cotisations consécutifs ou non dans l'un des deux régimes.

ARTICLE 7.-

L'allocation complémentaire versée sous certaines conditions par le régime de la C.R.T.C.I. aux participants dont la retraite est inférieure à 1.440 points est attribuée au prorata de la durée de service validable à la C.R.T.C.I. par rapport à la durée totale des services validables.

L'allocation complémentaire versée sous certaines conditions par le régime de l'I.P.R.A.O. aux participants dont la retraite est inférieure à 2.100 points est attribuée au prorata de la durée des services validables à l'I.P.R.A.O. par rapport à la durée totale des services validables.



#### ARTICLE 8.-

Le droit à l'allocation de solidarité proportionnelle est ouvert dans chaque régime au salarié âgé de 55 ans qui remplit les conditions de durée visée à l'alinéa a) de l'article 6 ci-dessus et ne remplit pas les conditions de l'alinéa b) de ce même article.

L'allocation de solidarité proportionnelle d'un régime est attribuée au prorata de la durée de service validable par ce régime par rapport à la durée totale des services validables dans les deux régimes.

### TITRE II - MODALITES DE GESTION

#### ARTICLE 9.-

Un dossier unique de demande d'allocation est constitué par le vieux travailleur intéressé qui le transmet à l'organisme de gestion de retraite dont il relevait en dernier lieu.

L'organisme de gestion qui reçoit le dossier l'instruit pour son propre compte, établit une fiche récapitulative indiquant les éléments qu'il a retenus au titre du régime qu'il gère.

- Durée totale des services ouvrant droit à allocation
- Durée totale des services validés
- Durée totale des périodes de cotisations
- Montant de l'allocation attribuée au titre du régime.

Ainsi complété, le dossier est transmis à l'autre organisme de gestion qui poursuit s'il y a lieu l'instruction du dossier pour son propre compte et le retourne, dans les plus brefs délais à l'organisme envoyeur avec une fiche récapitulative comportant les mêmes renseignements que ci-dessus.

La pension totale déterminée par addition des allocations attribuées par chacun des organismes, est inscrite et payée par l'organisme dont dépend le lieu de résidence de l'allocataire.

Chaque fin de semestre civil, chaque organisme payeur établit un état des allocations payées pour le compte de l'organisme débiteur transmet cet état accompagné des pièces justificatives de paiement à cet organisme qui rembourse l'organisme payeur.

#### ARTICLE 10.-

Le dossier constitué par le travailleur est détenu par l'organisme payeur. Ce dossier doit comporter une déclaration de cessation d'activité assortie d'un engagement de ne pas reprendre un emploi salarié, toute reprise d'activité devant faire l'objet d'une déclaration préalable.



L'organisme payeur informe l'autre organisme des reprises d'activité des allocataires bénéficiant d'allocations de coordination, que ces reprises d'activité aient été régulièrement déclarées par les intéressés ou qu'elles aient été découvertes par contrôle. Il en sera de même pour les nouvelles cessations d'activité.

ARTICLE 11.--

Les allocations accordées en vertu de la coordination sont réversibles au profit des veuves ou orphelins dans les conditions fixées par le règlement de chaque régime.

ARTICLE 12.--

Les parties conviennent de s'aviser mutuellement de toute modification à leur propre règlement de retraite et se réservent le droit de revoir en conséquence les conditions de coordination de leurs deux régimes.

ARTICLE 13.--

Il est institué une commission mixte de quatre membres composée de deux représentants des organismes signataires de la présente Convention qui précisera en tant que besoin à la demande de l'un desdits signataires l'interprétation de la Convention.

ARTICLE 14.--

La présente convention pourra être dénoncée par l'un ou l'autre des organismes contractants avec un délai de préavis d'un an sur décision de son Conseil d'Administration.

ARTICLE 15.--

La date de mise en application de la présente convention est fixée au 1er Avril 1963 sans effet rétroactif./.-

ABIDJAN, LE 27 FEVRIER 1963.--

LE PRESIDENT DU CONSEIL,  
D'ADMINISTRATION DE L'IPRAO,

LE PRESIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION DE LA CRTCI,

DAVID SOUMAH.--

G. MULLENBACH.--